

PREFECTURE DU GARD

Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
et de l'Environnement  
Bureau : 4EME  
Poste : 4304  
Référence : CM/94/77/CP  
Dossier suivi par :  
Mme MAHEUX

Nîmes, le - 4 AOUT 1994

**ARRETE**

---  
Département : GARD  
**Communes de ROQUEMAURE ET SAINT GENIES DE COMOLAS**  
*Installations classées pour la protection de l'environnement*  
---

**LE PREFET DU GARD**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**VU** la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la loi n° 93.3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et notamment son article 30.11 ;

**VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret n° 94.486 du 9 juin 1994 relatif à la commission départementale des carrières et notamment son article 4 ;

**VU** la loi n° 87.666 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

**VU** le code minier ;

...///

**VU** le décret n° 80.330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières ;

**VU** le décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

**VU** la demande en date du 15 février 1993, complétée en dernier lieu le 20 décembre 1993 par laquelle Mme GONTERO épouse AUBRIEUX Marie-Thérèse, de nationalité française, agissant en qualité de gérante de la SARL GRANULATS GONTERO dont le siège social est à ST GENIES DE COMOLAS RD 980 LES EUZIERES sollicite l'autorisation prévue à l'article 106 du code minier en vue de l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de calcaire et de sable sur le territoire des communes de ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE aux lieux-dits "les Euzières", "la Perade" et "le Plan du Bonjour" ;

**VU** le plan des installations projetées et des lieux environnants ;

**VU** le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 15 mars au 18 avril 1994 aux mairies de ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE ;

**VU** le rapport du commissaire enquêteur ;

**VU** les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 108/3886 du 12 avril 1974 autorisant la Sté UGINE ACIERS à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire sur le territoire des communes de ROQUEMAURE et ST GENIES DE COMOLAS aux lieux-dits "La Péraide", "le Plan de Bonjour" et "les Euzières" ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 83/3181 du 17 mars 1983 autorisant la mutation des droits d'exploitation à la SARL Entreprise ROUMEAS et Fils ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 88/5321 du 11 juillet 1988 autorisant la mutation des droits d'exploitation à la SARL Carrières ROUMEAS ;

**VU** l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission départementale des carrières dans sa séance du 26 juillet 1994 ;

**VU** l'ensemble des pièces du dossier ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

...///

**- ARRETE -**

**ARTICLE IER -**

La SARL GRANULATS GONTERO dont le siège social est à ST GENIES DE COMOLAS, RD 980, Les Euzières, est autorisée à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire et de sable sur le territoire des communes de ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE.

**ARTICLE 2 -**

1 - Conformément au plan à l'échelle du 1/2000 joint à la demande et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur tout ou partie des parcelles suivantes des plans cadastraux des communes de ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE.

- Carrière de calcaire :

Parcelles n° 706 section D (St Gèniès de Comolas), 1 et 112 section AY (Roquemaure), 1 section AX (Roquemaure).

- Carrière de sable :

Partie des parcelles n° 706 et 489 section D (St Gèniès de Comolas).

L'installation de traitement de matériaux (non autorisée au titre du présent arrêté) est mise en place sur les parcelles 423 à 427, 481 à 483, 485 à 489, 661, 662, 697 et 700 (St Gèniès de Comolas).

La superficie globale approximative de la zone à exploiter s'élève à 56 hectares.

2- L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Elle ne pourra être poursuivie au-delà de ce délai qu'en vertu d'une nouvelle autorisation qui devra être sollicitée en temps utiles avant l'expiration de la validité de la présente autorisation.

3 - L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du bénéficiaire de la présente autorisation et des contrats de forage dont il est titulaire.

4 - L'autorisation d'exploiter ne concerne pas la réalisation des installations annexes telles que station de criblage, concassage, construction de bâtiments..... relevant d'autres réglementations (installations classées, permis de construire,.....).

...///

5 - la hauteur des gradins est soumise aux dispositions du décret n° 54.321 du 15 mars 1954 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert et notamment son article 7 (dérogation à demander en cas de dépassement de la hauteur maximale de 15 m)

**ARTICLE 3 -**

La présente autorisation vaut pour une exploitation satisfaisant dans ses caractéristiques aux modalités ci-après :

**3.1. - Dispositions générales :**

3.11. - l'exploitation se développera comme proposé dans l'étude d'impact.

La méthode et le phasage d'exploitation prévus dans cette étude d'impact seront respectés.

3.12. - l'exploitation aura lieu hors d'eau à l'explosif et à l'aide d'engins mécaniques.

3.13. - l'exploitation sera limitée en profondeur à la cote 40 NGF.

Elle s'effectuera après enlèvement des terres de découvertes par gradins.

3.14. - L'exploitation de la carrière ne devra pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.

3.15. - La production annuelle n'excédera pas 800.000 tonnes.

3.16. - L'accès au réseau routier sera réalisé en liaison et en accord avec le directeur départemental de l'équipement.

3.17. - L'exploitation ne devra en aucun cas se développer au-delà des limites de protection fixées par le décret n° 80.331 du 7 mai 1980 (titre sécurité et salubrité publiques - SSP - 1R - article 1er).

Les bords des excavations seront notamment établis et tenus à distance horizontale de 10 mètres au moins des limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.

Les protections prévues par ce même décret (titre SSP - 1R - article 4) concernant les zones dangereuses seront mises en place.

...///

3.18. - Avant le début de l'exploitation, des panneaux seront apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, et comporteront en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux.

3.19. - Il sera procédé à la pose, par les soins du pétitionnaire, de bornes placées aux sommets accessibles du polygone délimitant le périmètre d'exploitation et éventuellement des bornes supplémentaires intermédiaires permettant de visualiser facilement le périmètre d'exploitation.

Un plan de bornage sera établi.

Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérées suivant le plan de bornage précité.

Le permissionnaire reste responsable de la conservation de ces bornes et poteaux métalliques.

**3.2. - Dispositions particulières concernant les émissions de poussière :**

Indépendamment des mesures prises au titre de l'hygiène et de la sécurité du personnel, le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions pour contrôler et limiter les émissions de poussières susceptibles de se dégager. Notamment :

. les pistes intérieures de la carrière seront soit revêtues d'un enduit bitumineux, soit maintenues humides.

. toutes dispositions seront prises pour éviter l'entraînement de matériaux sur le réseau routier.

Une station de lavage des roues de camions ou engins sera réalisée au besoin.

. le ou les engins de foration seront équipés d'un dispositif efficace de récupération des poussières maintenu en bon état de fonctionnement.

Des campagnes de mesures d'empoussièrement à la charge de l'exploitant pourront être demandées par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement .

**3.3. - Dispositions particulières concernant les émissions sonores :**

Toutes dispositions seront prises pour limiter les émissions sonores.

En cas de besoin, des merlons en matériau de découvertes seront réalisés pour s'opposer à la propagation du bruit. Ils seront enherbés.

...///

L'utilisation de certains matériels bruyants pourra être interdite.

Les engins mécaniques (d'extraction), de chargement ou de transport de matériaux devront être conformes en ce qui concerne les émissions sonores, soit au code de la route, soit à la réglementation concernant la limitation des émissions sonores des engins de chantier.

Des campagnes de mesures de niveau sonore à la charge de l'exploitant pourront être demandées par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

#### **3.4. – Dispositions particulières concernant les risques de pollution des eaux :**

Les citernes d'hydrocarbures mises en place sur le site seront équipées d'une cuvette de rétention étanche capable de retenir la totalité des liquides accidentellement répandus. Elles seront protégées contre les chocs.

Les aires de réparation, d'entretien et de remplissage en carburant des engins seront bétonnées, étanches et en forme de cuvette pour récupérer les liquides accidentellement répandus.

Des essais d'étanchéité des cuvettes de rétention et des aires susvisées seront réalisés au moins une fois par an. Les résultats de ces essais seront consignés sur un registre tenu à la disposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle d'hydrocarbures sur un engin.

Les eaux traversant la carrière seront décantées avant rejet dans le milieu naturel. En tout état de cause, les eaux rejetées ne contiendront pas plus de 30 mg/l de matières en suspension.

Des analyses du rejet aqueux, à la charge de l'exploitant pourront être demandées par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

#### **3.5. – Dispositions particulières concernant les vibrations :**

L'utilisation des explosifs dans la carrière est soumise aux règles suivantes :

– les plans de tir seront établis par un spécialiste et mis en oeuvre par un personnel qualifié.

...///

- avant le chargement des trous de mines en explosif, un contrôle de la position des trous de mines dans le massif sera réalisé afin de vérifier l'absence de déviations susceptibles d'être notamment à l'origine de projections.

- la vitesse particulière vibratoire ne dépassera pas la valeur limite susceptible d'être admise pour garantir l'intégrité des constructions voisines : châteaux d'eau situé à l'ouest de la carrière, habitations voisines..... compte tenu de leurs caractéristiques.

- des mesures de vibrations seront réalisées régulièrement (2 fois par ans au minimum), l'implantation des capteurs étant judicieusement choisie.

Les résultats des mesures de vibrations seront tenus à la disposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

### **3.6. – Dispositions concernant l'impact visuel :**

Toutes dispositions seront prises pour limiter dans toute la mesure du possible l'impact visuel notamment :

- . les fronts résiduels visibles de l'extérieur de la carrière seront traités dès que possible (vieillessement artificiel),

- . le respect de la limitation de l'exploitation à la cote 130 NGF du Sud et à la cote 115 NGF au Nord prévue dans l'étude d'impact sera suivi avec une attention particulière.

### **3.7. – Dispositions particulières concernant le suivi de l'exploitation :**

3.71. – Le bénéficiaire de la présente autorisation adressera au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès qu'auront été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté.

Ce compte rendu traitera notamment des points suivants :

1. affectation ou mise en place des moyens destinés à éviter les envois de poussières lors du passage des camions ou engins sur la piste d'accès au réseau routier et sur les pistes intérieures de la carrière (solution retenue pour l'alimentation en eau, bitumage des pistes, déclenchement automatique d'asperseur de maintien humide des pistes, affectation d'une arroseuse...).

2. moyens mis en oeuvre pour éviter l'entraînement de matériaux sur le réseau routier (réalisation d'une station de lavage des roues.....).

...///

3. équipement de l'engin de foration d'un dispositif de récupération des poussières.
4. réalisation du bassin de décantation des eaux.
5. réalisation des aires étanches de réparation, d'entretien et de remplissage en carburant des engins.
6. justification du respect de la réglementation sur la limitation des émissions sonores en ce qui concerne les engins affectés à la carrière.
7. réalisation, au besoin, de merlons antibruit enherbés.
8. Réalisation du bornage du périmètre autorisé.
9. Mise en place des clôtures interdisant l'accès aux zones dangereuses de la carrière et mise en place des panneaux signalant le danger.
10. Mise en place des panneaux d'identification.

3.72 . Un rapport annuel sur le fonctionnement de la carrière sera établi par l'Exploitant et tenu à la disposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à ALES.

Il comportera au minimum les indications suivantes :

- . activité générale de l'exploitation,
- . problèmes divers rencontrés et solutions apportées (accidents, incidents etc....)
- . résultats des mesures de vibrations, d'empoussièrement des niveaux sonores et analyses d'eau éventuellement réalisées et conséquences,
- . plan d'exploitation mis à jour
- . opérations de remise en état et de réhabilitation effectuées avec photos éventuelles
- . programmes d'exploitation et de remise en état prévus pour l'année suivante.

#### **ARTICLE 4 -**

Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables, l'exploitation sera conduite et les terrains exploités seront remis en état conformément aux dispositions prévues dans l'étude d'impact jointe au dossier de la demande, et notamment à celles du plan-programme chronologique d'exploitation et de réaménagement de la carrière, ainsi qu'aux mesures particulières suivantes :

- les terres de découverte nécessaires à la remise en état du sol seront conservées en les stockant à part ; elles seront réutilisées dès que les fronts et banquettes auront atteint leur position définitive ;

..///



- la remise en état consistera à :

**A/ Carrière de calcaire :**

. vieillir artificiellement les fronts de taille résiduels visibles de l'extérieur de la carrière

. réaliser des plantations sur les banquettes et les plates-formes résiduelles

**B/ Carrière de sable :** Engazonner les talus et la plate-forme résiduelle.

- la remise en état du sol qui devra suivre au plus près le développement de l'exploitation, devra être achevée au plus tard six mois après l'arrêt de celle-ci. A l'expiration de ce délai, la carrière devra être débarrassée de tous les aménagements industriels et l'ensemble des terrains devra être nettoyé.

**ARTICLE 5 -**

Afin que la protection du patrimoine archéologique soit assurée, l'exploitant devra respecter les dispositions suivantes :

. prise en charge, préalablement au démarrage de toute nouvelle tranche d'exploitation au-delà d'une distance de 50 m à l'ouest du front actuel, d'une prospection de surface réalisée par un représentant dûment habilité de la direction régionale des affaires culturelles.

Tout site archéologique éventuellement repéré au cours de cette prospection devra faire l'objet de mesures de protection définies par cette direction, soit sous la forme d'une réserve à l'intérieur du périmètre d'exploitation, soit par la réalisation de fouilles de sauvetage dont le financement sera à la charge de l'exploitant.

Dans le cas contraire, c'est à dire si la prospection est négative, il pourra être procédé à l'exploitation de la tranche correspondante qui aura été prospectée.

Conformément à la loi du 27 septembre 1941 validée, le directeur régional des affaires culturelles devra être prévenu immédiatement de toute découverte archéologique fortuite.

**ARTICLE 6 -**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**ARTICLE 7 -**

Lorsque la carrière sera mise à l'arrêté définitif, l'exploitant remettra son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 susvisé.

L'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt au moins six mois avant celle-ci et dans les conditions prévues à l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

**ARTICLE 8 -**

L'arrêté préfectoral n° 108/3886 du 12 Avril 1974 ayant autorisé l'exploitation d'une carrière de calcaire à ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE aux lieux-dits "la Pérade", "Le Plan de Bonjour" et "Les Euzières" est abrogé.

**ARTICLE 9 -**

Le présent arrêté sera notifié au demandeur.

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de ST GENIES DE COMOLAS et à la mairie de ROQUEMAURE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles la carrière est soumise, est affiché à la mairie de ST GENIES DE COMOLAS et à la mairie de ROQUEMAURE pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires concernés.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Ampliation du présent arrêté, notifié par la voie administrative au pétitionnaire, est adressée aux maires de ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE spécialement chargés d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

...//

**ARTICLE 10** -

- le secrétaire général de la préfecture du Gard
- les maires de ST GENIES DE COMOLAS et ROQUEMAURE
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
région Languedoc-Roussillon à ALES (3 exemplaires)
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à NIMES
- le directeur départemental de l'équipement à NIMES
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à NIMES
- le chef du service départemental de l'architecture à NIMES
- le directeur régional de l'environnement à MONTPELLIER
- le directeur régional des affaires culturelles à MONTPELLIER

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

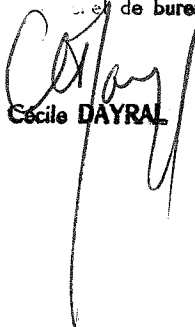
FAIT A NIMES, le  
LE PREFET,

**- 4 AOUT 1994**

Pour le Prérêt,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Noël FOURNIER

Pour Ampliation  
le Préfet  
de bureau

  
Cécile DAYRAL